



COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT

Lancement de l'appel à communications pour la 3^e édition de la Journée de Prévention du Blanchiment de Capitaux (JPBC) 2026

Antananarivo, 7 août 2026 – Le Service de Renseignement Financier (SAMIFIN), avec l'appui de l'Union européenne et en partenariat avec l'Université d'Antananarivo annonce le lancement de l'appel à communications pour la troisième édition de la Journée de Prévention du Blanchiment de Capitaux (JPBC), prévue les 29 et 30 octobre 2026 à Antananarivo.

Placée sous le thème « **De la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au recouvrement des avoirs illicites : pour une gouvernance fondée sur la transparence, la justice économique et la coopération institutionnelle** » cette édition ambitionne de renforcer les échanges entre chercheurs, institutions publiques, professionnels du secteur financier et juridique, acteurs de la société civile et partenaires internationaux autour des enjeux liés à la lutte contre les flux financiers illicites.

L'action de l'Union européenne se place dans le cadre national malagasy et de la Politique Générale de l'Etat. Elle souhaite et encourage une action forte en la matière, vecteur de progrès, afin de s'assurer que Madagascar maintienne ses possibilités dans le cadre du GAFI et des régulations européennes.

Au-delà de la détection et de la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, la JPBC 2026 mettra l'accent sur une dimension essentielle : le recouvrement des avoirs illicites et leur contribution au renforcement de la justice économique, de la transparence et de la bonne gouvernance.

Cette initiative s'inscrit dans les efforts continus de Madagascar pour renforcer son dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive (LBC/FT/FP). Membre du Groupe anti-blanchiment de l'Afrique orientale et australe (ESAAMLG), Madagascar vient de recevoir la visite sur site pour son évaluation mutuelle de 2026 et poursuit l'amélioration continue de son cadre institutionnel et opérationnel.

La JPBC 2026 vise à promouvoir une réflexion scientifique interdisciplinaire sur les mécanismes du blanchiment de capitaux, les nouvelles formes de criminalité financière liées aux technologies émergentes, les dispositifs de recouvrement des avoirs illicites, la supervision des acteurs économiques concernés ainsi que le rôle des institutions publiques, du secteur privé, des médias et de la société civile.

L'appel à communications est ouvert aux enseignants-chercheurs, chercheurs indépendants, praticiens, doctorants, étudiants de niveau Master, juristes, économistes, experts en gouvernance, professionnels et praticiens du secteur financier et juridique, organisations de la société civile et journalistes spécialisés.

Les contributions pourront être proposées en malagasy, en français ou en anglais autour de plusieurs axes de recherche, notamment :

- Les mécanismes du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ;
- Les technologies émergentes et la criminalité financière ;
- Le recouvrement des avoirs illicites et la coopération institutionnelle ;
- La supervision des professions non financières désignées ;
- Le rôle des institutions financières et du secteur privé ;
- La justice économique dans l'affectation des avoirs recouvrés ;
- La contribution de la société civile, des médias et des lanceurs d'alerte.

Les personnes intéressées sont invitées à soumettre un résumé de leur communication **(300 à 500 mots) au plus tard le 7 octobre 2026**. Les contributions retenues seront présentées lors des sessions scientifiques de la JPBC 2026 et pourront être publiées dans un recueil scientifique international à comité de lecture

À travers cette troisième édition, le SAMIFIN et l'Union européenne réaffirment leur engagement à soutenir le développement des connaissances, le dialogue institutionnel et la coopération nationale et internationale afin de renforcer la lutte contre la criminalité financière et promouvoir une gouvernance fondée sur la transparence et la responsabilité.

CONTACT PRESSE:

EUDEL Madagascar

Tsiky N. RANDRIANAIVO

Chargée de communication a.i – Délégation de l'UE à Madagascar

Tsiky.RANDRIANAIVO@ext.eeas.europa.eu

Tel: 020 22 242 16 / 032 05 185 99

SAMIFIN

communication@samifin.gov.mg